

Indochine

L'impérialisme à l'oeuvre

Jacques Rennes

Vietnam... Laos... Cambodge aujourd'hui : il faut maintenant utiliser à nouveau l'expression « guerre d'Indochine ». Voilà cinq ans se tenait à Phnom-Penh la conférence des peuples indo-chinois. Aujourd'hui plus que jamais, ces trois peuples se retrouvent face à leurs ennemis communs : l'impérialisme américain, ses alliés étrangers et les forces locales sur lesquelles il peut encore compter.

La nouvelle a fait, la semaine dernière, l'effet d'un coup de tonnerre : la « population » de Phnom-Penh marchait sur les ambassades du gouvernement révolutionnaire provisoire du Vietnam du Sud et du Vietnam du Nord, les attaquait, malmenait les diplomates, et rentrait calmement chez elle. Le lendemain, des éléments troubles s'en prenaient aux ressortissants vietnamiens. Le gouvernement se déchaînait contre les révo-

lutionnaires du pays voisin ; la presse aussi. Et il fallait, pour interpréter les événements depuis l'étranger, compter sur tout sauf sur les dépêches venues de là-bas qui, comme d'habitude, évitaient de déplaire au pouvoir et ne reflétaient que les thèses officielles — car le Cambodge est un des pays les plus mal « couverts » du monde et donc l'un des moins connus.

Malgré tout, en lisant les récits complaisants envoyés de Phnom-Penh, on s'apercevait vite que l'affaire avait été montée de toutes pièces. La mise à sac des ambassades était l'oeuvre réelle de la police encadrant des jeunes embri-gadés dans des mouvements para-militaires et un lumpenproletariat facile à manœuvrer. Le gouvernement du général Lon Nol et du prince

Sirik Matak ne tardait pas à féliciter la foule : elle avait accompli une « oeuvre patriotique » en se soulevant « contre les Vietcongs » !

Coup de force à droite à Phnom-Penh

Que s'est-il passé ? Profitant de l'absence du chef de l'Etat, Norodom Sihanouk (il se trouvait en France et était à la veille de partir en visite officielle en Tchécoslovaquie, en Pologne, en U.R.S.S. et en Chine), le gouvernement de droite, qui s'était déjà imposé l'an dernier dans une certaine mesure contre la volonté du prince, lançait l'offensive contre le « communisme », contre les Vietnamiens — de gauche ou pas —, contre la politique de neutralité du pays. Visiblement furieux, Sihanouk a pourfendu de Paris ses adversaires mais sans rencontrer beaucoup d'échos

chez lui. Il avait de toute évidence perdu une partie de son pouvoir, sinon tout son pouvoir. Contre le nationaliste féodal, corrompu, mais nationaliste quand même, ombrageusement neutre, la droite plus favorable à l'économie libérale, aux investissements étrangers, aux relations avec les Etats-Unis avait fait un coup de force. Nul ne sait ce que réserve l'avenir. Mais il est déjà possible de dire que, à court terme en tout cas, la droite a remporté une victoire en Indochine. Lon Nol et ses amis de Phnom-Penh ne disent rien des raids américano-fantoches sur leurs frontières, des défoliations de districts de leur pays, mais rejettent tous les torts sur les Vietnamiens. L'affaire est grave, même s'il est enfantin de réclamer de ces éléments réactionnaires une solidarité militante avec la révolution vietnamienne.



Il y a d'ailleurs longtemps que la droite cambodgienne préparait ses attaques xénophobes : « le Monde » a, la semaine dernière, révélé que, en mai 1969 déjà, la mise à sac des ambassades vietnamiennes avait été prévue. Recul provisoire pour la gauche, l'affaire de Phnom-Penh a cependant quelques mérites. Elle déchire le voile pudiquement tendu par la propagande officielle sur ce que sont les forces au pouvoir au Cambodge. La droite pro-occidentale rêve de retrouver les bons temps de l'aide américaine (il lui serait d'ailleurs difficile d'y revenir sans transition tant la population a été habituée à s'en méfier). Quant à Sihanouk, son « socialisme » demeure un slogan vide. On peut être neutre et nationaliste tout en menant chez soi une politique dénuée de tout progressisme. De Gaulle admirait Sihanouk qui admirait de Gaulle...

La Cour exploite la population

Le régime cambodgien possède à coup sûr l'art du tape-à-l'œil. Les mises en scène sont raffinées lors des visites officielles de chefs d'Etat étrangers; elles coûtent cher aussi, fabuleusement cher. La Cour pèse lourdement aussi sur le pays. L'économie est délabrée, mais Sihanouk passe son temps à... faire des films, à lancer des revues aussi coûteuses que nulles. Sa famille dépense sans compter, mais, affirme-t-on dans l'opposition, sait compter lorsqu'il s'agit de mettre de l'argent à l'étranger. Tout cela finit par se savoir et surtout est le signe de l'impossibilité pour les dirigeants de la droite nationaliste de se faire les porte-parole réels de la population urbaine et paysanne. On peut aller en visite à Pékin et à Hanoi tout en exploitant le peuple...

La dictature se renforce à Saïgon

A Washington, on s'est tu, mais Saïgon a dit tout haut ce que les dirigeants américains pensent : beaucoup de bien de ce qui est arrivé au Cambodge. Nixon veut en effet tenir toute l'Indochine. Il s'accroche à Thieu et à sa clique. Et le dictateur de Saïgon en profite pour frapper. Il a fait arrêter dans des conditions de grande brutalité policière le député Tran Ngoc Chau qui, se croyant protégé par la C.I.A. et l'ambassade américaine, avait pris des contacts avec le F.N.L. Mal lui en prit car ses protecteurs ont laissé tomber leur « agent », n'ont pas levé le petit doigt pour lui éviter la condamnation bâclée d'un procès truqué et dont la sentence est sans appel. Pour avoir osé publier un article mettant en cause la

politique américaine, un journal a été interdit. Pour avoir fait preuve de quelque liberté, des étudiants viennent d'être emprisonnés. La politique de « vietnamisation » passe par le renforcement de la dictature militaire et de la puissance de la police : contradiction aveuglante avec les grands principes affirmés sur « le droit à l'autodétermination du peuple sud-vietnamien » avec



Le prince Sihanouk A.D.N.P.

lesquels, à la Conférence de Paris, la délégation américaine amuse chaque semaine la galerie, cependant que la guerre se poursuit et que Thieu ne manque ni d'armes ni de crédits. La preuve est faite une fois de plus que Washington n'a d'autre choix qu'entre une négociation sérieuse avec le G.R.P. et un appui de plus en plus solide à la clique militaire. Les Américains n'essaient même pas de dégager des forces d'apparence plus démocratique qu'ils tenteraient d'opposer au F.N.L. Et ils ne le font pas pour la simple raison que ces forces, inorganisées, faibles, depuis toujours terrorisées, existent de moins en moins et seraient bien incapables de diriger le pays. Le centre — ce rêve de bien des diplomates confondant l'Alsace et le Vietnam, la Moselle et le Laos, la Creuse et le Laos — est de toute évidence un concept sans signification en pays sous-développé en guerre et engagé dans un processus révolutionnaire.

Nixon et ses fantoches laotiens

On le voit bien en ce moment au Laos, troisième pays en crise en Indochine. Là encore, les Américains sont « coincés ». Ils ont d'abord essayé d'écraser en février l'offensive du Pathet-Lao par leur intervention aérienne ; ce fut un échec. Les vols de l'U.S. Air Force se poursuivent par centaines chaque jour, mais sans espoir d'an-

nihiler la gauche laotienne. Habilement, cette dernière n'a pas donné les raisons profondes de son avance, même si, jusqu'à présent, elle s'est contentée de récupérer le terrain perdu l'an dernier. Elle laisse planer la menace d'une offensive contre des bases de droite, voire contre les grandes villes. Nixon aurait alors le choix entre l'acceptation d'une défaite et l'intervention de ses forces terrestres au Laos, qui seules pourraient contenir les bataillons du Pathet-Lao. Cette dernière hypothèse est pourtant délicate à envisager pour le président américain, car une partie du Congrès s'inquiète ouvertement de voir se créer un « second Vietnam » ; d'autre part, l'opinion publique comprendrait mal que la propagande officielle lui décrive les « succès » de la « vietnamisation » à Saigon tout en l'assurant que des G.I.'s doivent être envoyés au Laos...

L'avance du Pathet-Lao a d'ailleurs eu le mérite de faire sortir du « secret » cette guerre. La curiosité des journalistes envoyés sur place a fait le reste. En quelques jours, Nixon a dû reconnaître les raids de B-52 et autres avions sur la plaine des Jarres ; la présence de nombreux « conseillers », Béréts verts et autres agents de la CIA. ; les pertes d'avions ont été rendues publiques ainsi que le fait que des pilotes sont prisonniers du Pathet-Lao. En peu de temps, des années d'hypocrisie et de mensonges s'écroulaient.

Nixon et le Premier ministre laotien, Souvanna Phouma, sont partisans d'une nouvelle réunion de la Conférence de Genève : présenter un tel plan n'engage à rien et contribue à chloroformer l'opinion. L'U.R.S.S. elle-même, pourtant modérée dans l'affaire laotienne, l'a repoussé au début de cette semaine, se ralliant aux propositions du Pathet-Lao. Celui-ci, qui repousse les accusations de la droite selon laquelle toute l'affaire est l'oeuvre des Nord-Vietnamiens, demande l'ouverture de conversations entre factions laotiennes, sans immixtion étrangère. Souvanna Phouma n'a pas dit non, mais il reste à savoir jusqu'à quel point il est désireux de négocier sérieusement.

Le Pathet-Lao veut mener la révolution à son terme

Car, en fait, le plan du Pathet-Lao, s'il était appliqué jusqu'au bout, aboutirait à l'élimination de la droite et de la présence américaine, et on imagine mal Nixon, les généraux laotiens liés à la droite thaïlandaise, et Souvanna Phouma, l'an-



ancien neutraliste devenu un jouet de la politique des Etats-Unis, se prêter à ce jeu. La gauche laotienne estime en effet que les responsables de la situation actuelle sont avant tout les Américains qui veulent transformer le Laos en une zone d'influence à eux, ce qui ne peut être nié. Elle affirme aussi que cette stratégie a rangé les centristes d'autrefois dans le camp réactionnaire, ce qui est tout aussi évident. Le Pathet-Lao entend donc réexaminer toute l'affaire, désigne du doigt les responsables et veut remodeler le régime en fonction des intérêts laotiens uniquement. Des pourparlers doivent donc s'ouvrir, un gouvernement provisoire doit être mis sur pied, qui organisera l'élection d'une nouvelle Assemblée nationale. Ensuite seulement sera constitué un gouvernement d'union nationale. La gauche réclame également, à juste titre, le retour dans leurs foyers de centaines de milliers de paysans chassés par les opérations américaines et les milliers de raids aériens.

Ces propositions mises bout à bout aboutissent à une véritable révolution. En effet, la fin de l'intervention américaine — financière, politique, militaire, culturelle — marquerait aussi la fin des coteries fantoches de Vientiane, des généraux qui trafiquent l'opium et l'or, des profiteurs de guerre, des clans féodaux dépassés, des mercenaires payés par la C.I.A., bref de la mince base sociale sur laquelle les Etats-Unis s'appuient, tout comme le régime français d'ailleurs, qui ne condamne pas les bombardements américains et entretient les meilleures relations avec les fantoches.

Aucune autre solution n'est concevable au

Laos. Mais il ne faut se faire aucune illusion : la stratégie globale de l'impérialisme américain en Indochine, et en Asie plus généralement, ne la laissera pas s'imposer dans les conditions actuelles. Pourquoi Nixon laisserait-il les Laotiens s'entendre entre eux alors qu'il refuse cette possibilité aux Vietnamiens ? La diplomatie du Pathet-Lao le gêne d'ailleurs d'autant plus qu'elle fait preuve d'indépendance et d'originalité : elle ne s'aligne ni sur Pékin, ni sur Moscou. Elle ne peut être accusée de « dogmatisme pro-chinois » mais, en même temps, se refuse de tomber dans le piège de la « coexistence pacifique » entre les deux supergrands.

Dénoncer toutes les complicités avec Washington

Il faut dans ces conditions s'attendre à voir les choses traîner en longueur aussi longtemps que Washington s'accrochera à ses fantoches de Saïgon. Et les Américains s'accrocheront d'autant plus à leurs généraux sans foi ni loi que certains événements semblent leur donner raison. C'est pourquoi les incertitudes pesant sur l'avenir du Cambodge prennent une grande importance. Tout ce qui redonne confiance aux forces impérialistes prolonge la guerre, et, sans rien

changer à terme aux inéluctables échéances, contribue à faire un peu plus peser sur les populations indochinoises l'horrible fardeau de « l'aide américaine ». Il est de notre devoir d'aider au maximum nos camarades américains luttant contre l'impérialisme de leur pays. Et la meilleure façon de les aider est de dénoncer en Europe même les soutiens apportés par les gouvernements et les groupes privés aux fantoches asiatiques. Paris entretient les meilleures relations avec Souvanna Phouma comme avec les généraux indonésiens, et sa politique ne risque pas de contrarier les clans de droite du Cambodge. Il existe, au sein de la majorité, des hommes qui se rendent périodiquement à Saïgon et à Formose. Toute déclaration, tout silence, toute aide publique, tout investissement privé venant objectivement s'ajouter contre les peuples Indochinois au terrorisme américain doivent être sans cesse dénoncés. On ne peut à la fois aider économiquement Franco et les colonels grecs et se dire partisan des socialistes de Barcelone et d'Athènes ; on ne peut pas plus se proclamer partisan du droit à l'autodétermination des peuples indochinois et les frapper dans le dos en faisant des concessions à leurs bourreaux américains et à leurs complices en tous genres.